

Reporter le retour à l'équilibre? La porte s'est brutalement fermée

LE RÉSUMÉ

N-VA, CD&V et Open Vld ont été clairs, et unanimes: pas question de reporter au-delà de 2018 le retour à l'équilibre budgétaire.

Il n'en était pas réellement question, s'est défendu le MR.

CD&V et N-VA risquent de s'écharper. L'un avec son système de «dual income tax» et l'autre avec sa volonté de réformer l'impôt des sociétés.

Et la N-VA, fidèle à elle-même, est revenue avec son idée de **réaliser des économies dans la Sécurité sociale.**

BENOÎT MATHIEU

On se souvient encore, entre fou rire et appréhension, d'une professeur d'analyse mathématique, à la structure un brin brouillonne, assénant ceci: «Il est tout à fait évident que ce problème n'est pas évident». On ne vous assommera pas plus avec des évocations scolaires; simplement, cette sentence lapidaire est sans doute celle qui s'applique le mieux

à l'imbroglio budgétaire dans lequel est plongé le gouvernement fédéral.

Sur combien de milliards le gouvernement fédéral devra-t-il mettre la main pour remettre le budget 2016 sur les rails? La question n'est pas si évidente que cela. Les partis

flamands de la coalition ont cru voir une porte s'entrouvrir; ils se sont aussitôt empressés de la claquer avec un rien d'emphase. Là-dessus, N-VA, CD&V et Open Vld sont sur la même longueur d'onde: il n'est pas question de reporter le retour à l'équilibre budgétaire. Ce sera 2018, comme le stipule l'accord de gouvernement. Point à la ligne.

Leur réaction presque outrée vise la ministre du Budget. Qui est pourtant une femme prudente – en tout cas dans ses sorties publiques. «Le retour à l'équilibre en 2018 est l'objectif actuel», a expliqué Sophie Wilmès (MR). «S'il devait y avoir un changement, cela se décidera au sein du gouvernement.» Et d'ajouter un petit «Toutes les options sont ouvertes». La voilà, la porte que les trois partenaires du MR ont aperçue, ou cru apercevoir. Histoire de rassurer, le vice-Premier MR Didier Reynders a dû prendre la défense de sa collègue: non, elle ne plaiderait pas pour un report après 2018, elle précisait juste que c'était envisageable dans le cadre européen.

S'en tenir fermement à 2018 a un coût. Michel va devoir dégager entre 2,25 et 3,2 milliards d'euros. Plutôt 3,2 si le Fédéral s'accroche aux jalons qu'il s'était posés sur la route de l'équilibre – et s'il fait un bout de chemin en moins en 2016, il devra de toute façon le parcourir d'ici 2018.

Groupes de travail, kern: cela s'active sec pour savoir comment dégager ces milliards. Sans surprise, la N-VA a retapé sur son clou favori: on peut encore économiser dans la Sécu. Elle risque de trouver Kris Peeters (Emploi, CD&V) et Maggie De Block (Santé, Open Vld) sur son che-

min – et peut-être même le MR, qui évite de se mouiller pour l'instant.

La DLU, malgré tout

Pour ne pas changer, les discussions s'annoncent corsées entre N-VA et CD&V. Kris Peeters a fait savoir qu'il ne mettrait plus la taxation des revenus du capital sur la table, sauf si la N-VA revenait avec son projet de réforme de l'impôt des sociétés. Auquel cas, il reparlerait de son système dual de taxation: taux progressif pour les revenus du travail et proportionnel pour les revenus du capital. Le bras de fer aura lieu, puisque le cabinet du ministre des Finances, Johan Van Overtveldt (N-VA), a confirmé qu'une proposition budgétairement neutre serait avancée.

On décèlerait même un soupçon de fièvre, puisque Michel a décidé de lancer malgré tout son opération de régularisation fiscale (DLU) sans attendre les Régions (lire «L'Echo» d'hier). Et d'en attendre 250 millions dès 2016. Pas sûr que les Régions, ni le Conseil d'État (lire aussi ci-contre), apprécient.

3,2 milliards €

Si le gouvernement fédéral s'en tient à ses engagements initiaux, il devra dégager 3,2 milliards d'euros lors du conclave budgétaire qui devrait démarrer la semaine prochaine.